

Déclaration du Réseau européen sur la Birmanie (organisations de soutien au mouvement démocrate birman) sur les élections du 7 novembre

Nous, les organisations signataires de cette déclaration, ne considérons pas que la mascarade électorale qui se tiendra le 7 novembre en Birmanie soit un pas significatif vers la promotion de la démocratie et des droits de l'homme en Birmanie. Nous appelons par conséquent la communauté internationale à s'unir dans un effort concerté, sous l'égide de l'ONU, afin d'obtenir l'ouverture d'un véritable dialogue entre la dictature militaire au pouvoir, le mouvement démocrate (dont Aung San Suu Kyi et son parti, la Ligue Nationale pour la Démocratie) et les représentants des minorités ethniques.

La répression extrême qui sévit en Birmanie et les violations des droits de l'homme perpétrés dans le pays rendent impossible la tenue d'élections libres et équitables.

- Plus de 2100 prisonniers politiques sont toujours incarcérés, dont plus de 400 membres du principal parti d'opposition, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND)
- Les attaques militaires contre les groupes ethniques continuent d'être perpétrées, alors que, selon le Rapporteur Spécial de l'ONU en Birmanie, celles-ci devraient faire l'objet d'une commission d'enquête pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité
- La LND a été bannie
- Des lois électorales très strictes empêchent les partis politiques d'opérer librement
- Plusieurs régions où vivent les minorités ethniques sont privées de droit de vote
- Les coûts d'enregistrement pour devenir candidat sont supérieurs au PIB par habitant de la Birmanie
- Les médias sont censurés et sont acquis aux partis pro junte

Cependant, même si ces élections étaient organisées de façon libre et équitable, elles ne seraient pas porteuses d'un réel changement pour le pays car la nouvelle constitution qui doit entrer en vigueur au lendemain des élections a été rédigée par les militaires dans l'unique but de pérenniser la dictature.

Avec 25% des sièges du futur parlement réservés d'office aux militaires, il sera impossible d'abroger la constitution, puisque il faut pour cela plus de 75% des votes. Le pouvoir ne sera pas entre les mains du parlement mais entre celles d'un nouveau Conseil National pour la Défense et la Sécurité, composé de hauts responsables de l'armée ou de fonctionnaires nommés par le commandant en chef de l'armée, et qui disposera d'un pouvoir discrétionnaire.

De plus, en refusant de conférer des droits et un certain degré d'autonomie aux minorités nationales et en tentant d'étendre son contrôle sur les régions ethniques en forçant les groupes de cessez-le-feu à intégrer l'armée birmane, ces élections et la nouvelle constitution génèrent des risques accrus de conflits et d'instabilité.

Aucune des réformes mises en place par un régime dictatorial entamant un processus de démocratisation n'a eu lieu en Birmanie. Au lieu de cela, la répression s'est intensifiée.

Depuis 2003, la communauté internationale s'est largement concentrée sur une réforme de la soi-disant « feuille de route vers la démocratie » mise en place par les militaires. Aucune des demandes de réforme politique, aucun des compromis proposés par l'ONU et par d'autres n'ont été acceptés.

Le Conseil de Sécurité, l'Assemblée générale et le Secrétaire Général de l'ONU, le G8, l'Union Européenne et un grand nombre de gouvernements ont déclaré que la solution à la situation critique en Birmanie résidait dans l'ouverture d'un véritable dialogue entre la junte, le mouvement démocrate et les représentants ethniques. Pourtant, jamais aucun réel effort visant à la mise en œuvre d'un tel dialogue ne s'est matérialisé. La dernière démarche concrète en ce sens fut initié il y a dix ans par Razali Ismail, alors envoyé spécial des Nations unies ; mais il excluait la plupart des représentants ethniques.

Il est temps que le Secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki-moon, prenne personnellement l'initiative mettre en place un tel dialogue, seul moyen de mener le pays vers la réconciliation nationale et vers une transition démocratique. Le Secrétaire général devrait recevoir le soutien complet de l'ensemble des gouvernements de la planète. L'excuse d'attendre de voir ce qui se passera après les élections n'est plus recevable. Il est temps de passer à l'action.

L'EBN (Réseau européen sur la Birmanie) regroupe des organisations de promotion de la démocratie et des droits de l'homme en Birmanie et travaille en soutien au mouvement démocrate birman.

Signataires :

Actions Birmanie (Belgique)

Association Suisse-Birmanie

Burma Action Ireland (Irlande)

Burma Aktion (Allemagne)

Burma Campaign UK (Royaume-Uni)

Burma Center Prague (République Tchèque)

Christian Solidarity Worldwide (Royaume-Uni)

European Karen Network

Info-Birmanie (France)

Norwegian Burma Committee (Norvège)

People in Need (République Tchèque)

Le mouvement étudiant Socio-démocrate de Suède

Swedish Burma Committee (Suède)